



NOTICE D'INFORMATION

FIP FRANCE FORTUNE ALTO 2

AVERTISSEMENTS DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

L'AMF attire votre attention sur le fait que votre argent est bloqué pendant une durée de 7,5 années, sauf cas de déblocage anticipé prévus dans le règlement, soit jusqu'au 1er janvier 2018, prorogeable deux fois un an sur décision de la société de gestion, soit au plus tard jusqu'au 1er janvier 2020. Le fonds d'investissement de proximité, catégorie de fonds commun de placement à risques, est principalement investi dans des entreprises non cotées en bourse qui présentent des risques particuliers.

Vous devez prendre connaissance des facteurs de risques de ce fonds d'investissement de proximité décrits à la rubrique « profil de risque » de la notice d'information.

L'AMF attire l'attention des souscripteurs sur le fait que la délivrance de son agrément ne signifie pas que vous bénéficierez automatiquement des différents dispositifs fiscaux présentés par la société de gestion. Cela dépendra notamment du respect par ce produit de certaines règles d'investissement, de la durée pendant laquelle vous le détiendrez et de votre situation individuelle.

La situation des FIP précédents gérés par Alto Invest relative au quota d'investissements éligibles est la suivante :

Dénomination	Date de création	Pourcentage de l'actif éligible à la date du 31 décembre 2009	Date à laquelle l'actif doit comprendre au moins 60 % de titres éligibles
FIP France Alto	2004	60,12%	31 décembre 2007
FIP France Alto 2	2006	62,52%	31 décembre 2008
FIP France Alto 3	2007	34,04%	31 décembre 2009
FIP France Alto 4	2008	4,90%	31 décembre 2010
FIP France Fortune Alto	2009	3,80%	30 avril 2011
FIP France Développement Durable	2009	0%	23 décembre 2011
FIP France Alto 5	2009	0%	14 décembre 2011

- **Type de fonds de capital investissement / forme juridique :** Fonds d'Investissement de Proximité (FIP)
- **Dénomination :** FIP FRANCE FORTUNE ALTO 2
- **Code ISIN :** FR0010855460
- **Compartiments :** Non
- **Nourriciers :** Non
- **Durée de blocage :** Les porteurs de parts ne pourront pas demander le rachat de leurs parts par le Fonds avant le 1er janvier 2018. Le cas échéant, la durée de vie du Fonds pourra être prorogée de 2 période(s) successive(s) de un an(s) chacune, sur décision de la société de gestion, soit jusqu'au 1er janvier 2020.
- **Durée de vie du fonds :** La durée du Fonds est de 7 ans et demi à compter de sa constitution, soit jusqu'au 1er janvier 2018, sauf les cas de dissolution anticipée visés à l'article 30 du présent règlement. Le cas échéant, la durée du Fonds pourra être prorogée de 2 période(s) successive(s) de un an(s) chacune, soit jusqu'au 1er janvier 2020, à l'initiative de la société de gestion, à charge pour cette dernière de notifier sa décision aux porteurs de parts, au moins trois mois avant l'échéance de sa durée initiale ou d'une précédente prorogation. Elle sera par ailleurs portée à la connaissance de l'Autorité des marchés financiers et du dépositaire.

■ Dénomination des acteurs et leurs coordonnées

Société de gestion : ALTO INVEST, société anonyme au capital de 1 073 640 euros, ayant comme numéro unique d'identification R.C.S Versailles 439 294 331, sous le numéro d'agrément COB GP 01-39, dont le siège social est situé 6 B avenue Charles de Gaulle – 78150 Le Chesnay, ci-après la "Société de Gestion".

Le dépositaire : SOCIETE GENERALE, société anonyme au capital de 924757831,25 euros, ayant comme numéro unique d'identification 552 120 222 R.C.S. Paris, dont le siège social est situé 29 boulevard Haussmann 75009 Paris, ci-après le "Dépositaire"

Délégué de la gestion administrative et comptable : SOCIETE GENERALE SECURITIES SERVICES NET ASSET VALUE – Immeuble colline Sud – 10 passage de l'Arche – F 92034 Paris – La Défense Cedex

Le commissaire aux comptes : Constantin Associés – 14 rue Marius Aujan – 92532 Levallois Perret Cedex

■ Désignation d'un point de contact

Pour toute demande d'information, s'adresser à la société de gestion : ALTO INVEST, 6 B avenue Charles de Gaulle - 78150 Le Chesnay
Téléphone : 01 39 54 35 67 - Mail: info@altoinvest.fr

■ Informations concernant les investissements

1 - Objectif de gestion

Pour les investissements du quota, le Fonds recherchera principalement la réalisation de plus-values, notamment par des prises de participation minoritaires dans des petites et moyennes entreprises industrielles, commerciales ou de services en France. Ces investissements seront réalisés notamment dans les secteurs suivants : services, biens de consommation, biens d'équipement, distribution spécialisée.

Pour le solde, soit 20% l'objectif sera de diversifier les placements. La Société de gestion aura pour objectif d'optimiser la performance du Fonds sur sa durée de vie en diversifiant les placements de la part de l'actif du Fonds non soumise aux critères d'éligibilité du quota des FIP

2- Stratégie d'investissement

Stratégie d'investissement pour la part de l'actif soumise aux quotas

L'actif du Fonds d'Investissement de Proximité est constitué à concurrence de 80 % au moins, en actions de petites et moyennes entreprises (PME), dont au moins 20 % dans des nouvelles entreprises exerçant leur activité ou juridiquement constituées depuis moins de cinq ans.

La zone géographique couverte comprendra les régions Ile de France, Bourgogne, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les investissements en PME peuvent être réalisés à tous les stades de développement des sociétés, mais seront plus particulièrement concentrés au stade du capital-développement, ou du capital-transmission, dans tous les secteurs représentatifs de l'économie des régions (industrie, distribution, bien de consommation, service aux entreprises, services aux personnes, etc...).

Les entreprises faisant l'objet d'investissements de proximité sont des petites et moyennes entreprises employant moins de 250 personnes, et dont : soit le chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros, soit le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.

Les participations détenues par le Fonds seront toujours minoritaires. Ainsi Conformément à la législation, le pourcentage de participation du

Fonds au capital de chaque entreprise ne peut excéder 35%.

Les instruments visés seront des actions ordinaires, des actions de préférence ou des obligations converties en actions.

Dans l'attente d'investissement, les montants destinés à être investis dans des sociétés éligibles aux quotas seront placés en OPCVM monétaires, ou obligataires, ou diversifiés.

Parmi les critères de sélection des investissements figure notamment l'activité de l'entreprise, les capacités de son management, ses projets et sa stratégie de développement, sa valorisation, sa situation financière, la gouvernance de la société, etc...

Le suivi des investissements est réalisé par l'équipe de gestion d'Alto Invest. Les dossiers d'investissements cotés sont suivis grâce à l'examen des communiqués de presse des sociétés et des analyses financières établies par des sociétés de bourse ou des cabinets indépendants. Ce travail est complété par des rencontres avec les dirigeants de ces sociétés. Les dossiers d'investissements non cotés sont suivis grâce à l'examen des reportings trimestriels ou semestriels qui sont envoyés par les sociétés. Cet examen de données chiffrées est complété par des contacts avec les directions des sociétés.

Stratégie d'investissement pour la part de l'actif non soumise aux quotas

La gestion de la partie du Fonds non investie en actions de PME suivra une stratégie diversifiée. En fonction des paramètres de marché, cette stratégie est ajustée périodiquement et est déployée progressivement dans le temps. Ainsi elle pourra éventuellement impliquer une surpondération de l'allocation en actifs de type actions jusqu'à la fin du cinquième exercice de vie du Fonds. La fin de vie du Fonds, à compter de la fin du cinquième exercice de vie du Fonds se caractérisera par une diminution progressive du poids des actifs de type actions et un retour à une stratégie plus prudente, via un renforcement des actifs obligataires ou monétaires.

L'allocation diversifiée sera déployée principalement en valeurs françaises et étrangères cotées sur un marché de grande, moyenne ou petite capitalisation, Titres de Créances, Certificats de Dépôt, OPCVM coordonnés investis en placements monétaires, obligataires, convertibles, actions, ou diversifiés. Le fonds pourra également effectuer des dépôts. Il pourra par ailleurs avoir recours, pour des allocations modestes, (inférieures à 10% de l'actif du Fonds) à des OPCVM de fonds alternatifs, agréés par l'AMF. Ces OPCVM auront pour objectif de diversifier les placements et d'obtenir une surperformance de quelques points par an par rapport aux taux monétaires grâce au panachage de fonds alternatifs modérément sensibles aux évolutions des marchés de taux et d'actions. Ces placements pourront exposer le fonds à toutes les zones géographiques (France, Europe, Monde, Pays émergents) et entraîner un risque de change.

Il est possible que le Fonds puisse souscrire des parts d'OPCVM gérés par la même société de gestion ou une société liée.

Le fonds n'investira pas dans des hedge funds non autorisés à la commercialisation en France. Le fonds n'utilisera pas d'outils à terme de type futures ou optionnels ou de warrants.

3- Profil de risque

En souscrivant au FIP France Fortune Alto 2, l'investisseur s'expose aux risques suivants :

Le fonds est exposé au risque de perte en capital : il est possible que le capital investi ne soit pas restitué intégralement.

■ Synthèse de l'offre « Feuille de route de l'investisseur »

Etape 1 : Souscription

- Signature du bulletin de souscription
- Versement des sommes qui seront bloquées pendant 7 ans et demi, sauf cas de déblocage anticipé fixé dans le règlement du fonds
- Durée de vie du fonds de 7,5 à 9,5 années

Etape 2 : Période d'investissement et de désinvestissement

- Pendant 16 mois à compter de la fin de la période de souscription, la société de gestion procède aux investissements dans des sociétés pendant une durée moyenne de 5 ans
- La société de gestion peut céder les participations pendant cette période
- Le cas échéant possibilité de distribuer au fur et à mesure des produits de cession

Etape 3 : Période de Pré liquidation optionnelle sur décision de la société de gestion (envisagée à partir de 2017)

- La société de gestion arrête d'investir dans de nouvelles sociétés et prépare la cession des titres détenus dans le portefeuille
- Le cas échéant, distribution aux porteurs de parts au fur et à mesure des cessions de participation

Etape 4 : Décision de dissolution et ouverture de la période de liquidation (date estimée en 2018)

- La société de gestion arrête d'investir dans de nouvelles sociétés et prépare la cession des titres détenus dans le portefeuille
- Le cas échéant, distribution aux porteurs de parts au fur et à mesure des cessions de participation

Etape 5 : Clôture de la liquidation (Au plus tard en 2020)

- Distribution finale aux porteurs de part à concurrence de leur quote-part respective dans le fonds
- Partage des éventuelles plus-values entre les porteurs de part et la société de gestion (20% maximum pour la société de gestion)

Période de blocage minimum de 7,5 ans soit jusqu'au 1er janvier 2018, prorogable deux fois un an sur décision de la société de gestion, soit au plus tard jusqu'au 1er janvier 2020

Risques généraux liés au FIP :

Les investissements dans des entreprises non cotées présentent des risques spécifiques :

- risque dû à l'absence de liquidité des titres : en dehors des opérations de haut de bilan, les titres de sociétés non cotées sont difficilement cessibles. Les titres non cotés ne bénéficient pas d'une liquidité immédiate, les investissements réalisés par le Fonds étant susceptibles de rester immobilisés durant plusieurs années. Des conditions de marché défavorables peuvent limiter ou empêcher la cession des titres admis sur un marché français ou étranger. Par ailleurs, le Fonds étant souscrit par un nombre restreint d'investisseurs, la liquidité des Parts peut s'avérer très réduite au cours de la durée de vie du Fonds ;
- risque de valorisation du fait d'un faible historique d'activité sur le sous-quota de 20% de sociétés de moins de 5 ans, la valorisation employée reste soumise à des méthodes prospectives ;
- risque lié à la gestion discrétionnaire : sélection des entreprises par le gérant du Fonds à savoir l'appréciation des capacités managériales et de la pertinence du modèle économique des sociétés cible reste sujet aux aléas inhérents au capital-investissement. Il existe un risque que l'équipe de gestion ne sélectionne pas les sociétés les plus performantes ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative ;
- risque dû à la durée de blocage du placement dans le fonds (cf. risque dû à l'absence de liquidité des titres) ;
- risque d'une valorisation des titres susceptible de ne pas refléter leur valeur exacte : compte tenu de la difficulté à estimer la valeur des titres non cotés d'une part, et du cours à un instant donné des titres admis sur un marché français ou étranger d'autre part, la valeur liquidative du Fonds est susceptible de ne pas refléter la valeur exacte des actifs du Fonds. Cette valorisation est théorique alors que la liquidation du fonds dépend d'une valeur de marché normalement cohérente mais pas nécessairement identique. Il est donc possible que le porteur ne soit pas remboursé à la valeur exacte annoncée lors de la valorisation.

Par ailleurs, le niveau de frais auxquels est exposé ce Fonds suppose une performance élevée et peut donc avoir une incidence défavorable sur la rentabilité de l'investissement. Il est possible que la performance des investissements au sein du Fonds ne couvre pas les frais inhérents au Fonds, dans ce cas le souscripteur peut subir une perte en capital.

Risques liés à la stratégie de gestion mise en œuvre par le Fonds :

Le souscripteur s'expose :

- au risque d'une performance en deçà à ses attentes ;
- au risque de gestion discrétionnaire : le gérant du Fonds investit dans des FCP ou SICAV dont la performance peut s'avérer inférieure à celle escomptée ou celle du marché de référence ;
- au risque crédit : en cas de dégradation de la qualité des émetteurs, la valeur de ces créances peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du Fonds ;
- au risque de taux : en cas de dépréciation des instruments de taux découlant des variations de taux d'intérêt, la valeur liquidative du Fonds peut baisser proportionnellement aux investissements réalisés dans les SICAV ou FCP de produits de taux. Ainsi une hausse des taux pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative des parts du Fonds ;
- au risque action et de marché : la variation des marchés actions peut avoir un impact négatif sur la valorisation du Fonds ;
- Risque de change : Il s'agit du risque de baisse des devises d'investissement du Fonds par rapport à l'euro. En cas de baisse d'une devise par rapport à l'euro, la valeur liquidative des parts du Fonds peut baisser.
- Risque lié à la détention de petites et moyennes capitalisations : les variations de cours sont plus marquées à la hausse et à la baisse et le volume réduit de leur marché peut présenter un risque de liquidité. Les titres des PME dans lesquelles le Fonds investit peuvent être confrontées à des difficultés économiques, de gestion etc., qui peut se traduire par la diminution de leur cours de bourse, voire la perte totale de l'investissement réalisé et donc par une baisse de la valeur liquidative du fonds.

4- Garantie ou protection : Néant

5- Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

Les droits des porteurs sont exprimés en parts A et B. Chaque part d'une même catégorie correspondant à une même fraction de l'actif du Fonds. Chaque porteur de parts dispose d'un droit sur la fraction de l'actif net du Fonds proportionnelle au nombre de parts possédées.

L'acquisition de parts du Fonds entraîne de plein droit l'adhésion au prospectus du fonds (notice d'information et règlement).

Le Fonds comporte deux catégories de parts conférant des droits distincts :

Parts A : réservées à toute personne physique ou morale, française ou étrangère. Le souscripteur en parts A a pleine conscience et toute compréhension des risques liés au placement dans le Fonds, notamment le blocage de ses liquidités pendant 7 ans et demi minimum pouvant aller jusqu'à 9 ans et demi maximum sur décision de la société de gestion. Il y

investit raisonnablement une part limitée de son patrimoine et diversifie ses placements afin de limiter le risque de gestion.

Parts B : réservées à la Société de Gestion, ses dirigeants et salariés, et autres personnes en charge de la gestion du fonds. Pour chaque part A, une part B sera émise. Les titulaires de parts B souscriront en tout 0,25% du montant des souscriptions totales. Ces parts leur donneront droit, dans la mesure où l'évolution de la valeur liquidative le permet, à 20% des plus-values réalisées par le le Fonds après remboursement des valeurs nominales des parts A et B. Dans l'hypothèse où les porteurs de parts A ne percevraient pas leur valeur nominale, les porteurs de parts B perdront la totalité de leur investissement dans ces parts B.

Les parts A et B ne sont pas divisibles.

La valeur nominale des parts A est de 100 euros ; la valeur nominale des parts B est de 0,25 euro.

Les droits respectifs de chaque catégorie de parts se décomposent comme suit, étant entendu que le Fonds doit, dans l'ordre prioritaire suivant :

- D'abord rembourser aux porteurs de parts A la valeur nominale de ces parts dans la mesure où l'évolution de la valeur liquidative le permet,
- Puis rembourser aux porteurs de parts B la valeur nominale de ces parts dans la mesure où l'évolution de la valeur liquidative le permet,
- Puis, attribuer la plus-value du Fonds aux parts A et B dans la proportion de 80 % répartie également entre les parts A et 20 % répartie également entre les parts B.

6- Affectation des résultats

La société de Gestion peut décider, après la période d'indisponibilité fiscale, soit à partir du 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la souscription, de distribuer une partie des avoirs du Fonds, en espèces. Les revenus du Fonds seront quant à eux capitalisés.

Informations d'ordre économique

1- Régime Fiscal

Avertissement : l'agrément de l'AMF ne valide en aucun cas l'éligibilité aux dispositifs fiscaux mentionnés aux articles 163 quinquies B, 199 terdecies OA et 885-o V bis du Code Général des Impôts et ne garantit pas l'existence d'avantages fiscaux liés à tout investissement à l'actif du fonds.

2- Frais et commissions

Les droits d'entrée et de sortie :

Les droits d'entrée viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur. Ces droits ne peuvent dépasser 5% TTC du montant de la souscription et sont prélevés de manière unique, à la souscription. Il n'y a pas de commissions acquises au FCPR agréé servant à compenser les frais supportés par le FCPR agréé pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent au commercialisateur et /ou à la société de gestion de portefeuille.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	Valeur de souscription x Nombre de parts	5% TTC maximum
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	Valeur de souscription x Nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	Valeur de souscription x Nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	Valeur de souscription x Nombre de parts	Néant

Frais de fonctionnement et de gestion

Typologie des frais	Assiette	Taux barème
Frais récurrents de gestion et de fonctionnement maximum	Montant des souscriptions	4,1% TTC maximum (barème annuel)
Frais de constitution du fonds	Montant des souscriptions	Forfait de 0,75% TTC prélevés une seule fois à la souscription
Frais non récurrents de fonctionnement liés à l'acquisition, au suivi et à la cession des participations	Actif net	1% TTC maximum (payable sur facture)
Frais de gestion indirects liés aux investissements dans des parts ou actions d'autres OPCVM ou de fonds d'investissement (frais de gestion indirects réels et droits d'entrée et de sortie acquittés par l'OPCVM)	Actif net	0,65% TTC maximum par an

mises en place pour l'application des frais en fin de vie du fond

A partir de la période de pré-liquidation, l'assiette de calcul des frais de gestion et de fonctionnement est égale à la valeur de l'Actif net du Fonds établie à la fin de chaque semestre. Les autres frais restent inchangés.

Informations d'ordre commercial

1- Catégories de parts

Parts	Code ISIN	Investisseurs concernés	Devise de libellé	Droits respectifs
A	A définir	Toute personne physique ou morale, française ou étrangère. Le souscripteur en parts A a pleine conscience et toute compréhension des risques liés au placement dans le Fonds, notamment le blocage de ses liquidités pendant 7 ans et demi minimum pouvant aller jusqu'à 9 ans et demi maximum sur décision de la société de gestion. Il y investit raisonnablement une part limitée de son patrimoine et diversifie ses placements afin de limiter le risque de gestion.	Euro	Les droits des porteurs sont exprimés en parts A et B. Chaque part d'une même catégorie correspondant à une même fraction de l'actif du Fonds. Chaque porteur de parts dispose d'un droit sur la fraction de l'actif net du Fonds proportionnelle au nombre de parts possédées. L'acquisition de parts du Fonds entraîne de plein droit l'adhésion au présent Règlement. Les droits respectifs de chaque catégorie de parts se décomposent comme suit, étant entendu que le Fonds doit, dans l'ordre prioritaire suivant : - D'abord rembourser aux porteurs de parts A la valeur nominale de ces parts dans la mesure où l'évolution de la valeur liquidative le permet, - Puis rembourser aux porteurs de parts B la valeur nominale de ces parts dans la mesure où l'évolution de la valeur liquidative le permet, - Puis, attribuer la plus-value du Fonds aux parts A et B dans la proportion de 80 % répartie également entre les parts A et 20 % répartie également entre les parts B.
B	A définir	La Société de Gestion, ses dirigeants et salariés, et autres personnes en charge de la gestion du fonds. Pour chaque part A, une part B sera émise. Les titulaires de parts B souscriront en tout 0,25% du montant des souscriptions totales. Ces parts leur donneront droit, dans la mesure où l'évolution de la valeur liquidative le permet, à 20% des plus-values réalisées par le Fonds après remboursement des valeurs nominales des parts A et B. Dans l'hypothèse où les porteurs de parts A ne percevraient pas leur valeur nominale, les porteurs de parts B perdront la totalité de leur investissement dans ces parts B.	Euro	

2 - Modalités de souscription

Les souscriptions sont exprimées en montant ou en millièmes de parts avec un minimum de 15 parts.

Existence d'un bulletin de souscription : Oui

Une période de commercialisation débutera à compter de la date d'agrément du fonds. Il s'en suivra une période de souscription des parts A et B de 8 mois à compter de la date de constitution du fonds qui ne pourra dépasser le 31 décembre 2010.

Cependant, la souscription pourra être clôturée par anticipation à tout moment à la discrétion de la Société de Gestion, et dès que le montant des souscriptions atteindra 20 millions d'euros. Les distributeurs commercialisant le fonds seront informés par courrier électronique 7 jours avant la date de clôture anticipée de la période de souscription. Les porteurs de parts seront informés dans le même délai grâce à une mention sur le site Internet d'Alto Invest.

Aucune souscription ne sera admise en dehors de cette période de souscription.

La valeur de souscription des parts du fonds pendant la période de souscription sera égale à la valeur la plus élevée entre leur dernière valeur liquidative et leur valeur nominale.

La valeur nominale unitaire des parts A est égale à 100 Euros. Celle des parts B est égale à 0,25 euros.

Pendant la période de souscription, le Fonds émet des parts B. Pour chaque part A, une part B sera émise. La période de souscription pour les parts A et B est la même. Ces parts B seront souscrites par la Société de Gestion, ses dirigeants et salariés, et autres personnes en charge de la gestion du fonds.

Les souscriptions sont uniquement effectuées en numéraire.

Les souscriptions de parts sont irrévocables et libérables en totalité en une seule fois lors de la souscription. Toute rémunération liée au placement des sommes en attente de souscription sur un compte ouvert chez le dépositaire sera attribuée au Fonds.

Un droit d'entrée de 5 % TTC maximum du montant de la souscription pourra être perçu par la Société de Gestion et/ou les distributeurs qui concourent au placement des parts (jusqu'à 100%). Ce droit d'entrée n'est pas acquis au Fonds.

4 - Modalités de rachat

Les porteurs de parts ne pourront pas demander le rachat de leurs parts A et B par le Fonds au plus tôt avant le 1er janvier 2018 et au plus tard au 1er janvier 2020 si la société de gestion a décidé de proroger la durée de vie du fonds. A titre exceptionnel, les demandes de rachat qui interviennent avant le 1er janvier 2018 seront acceptées si elles sont justifiées par les évènements suivants :

- invalidité du contribuable ou de l'un des époux soumis à une imposition commune correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévues à l'article L341-4 du Code de la Sécurité Sociale,
- décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à une imposition commune

Les rachats sont exprimés en montant ou en millièmes de parts. Le prix de rachat est égal à la première valeur liquidative de la part établie après réception des demandes.

Les demandes de rachat sont à adresser à **Alto Invest 6 Hall B avenue Charles de Gaulle 78150 LE CHESNAY**

Les parts B ne seront rachetées qu'à la liquidation du Fonds ou après que les autres parts aient été rachetées ou amorties à concurrence du montant auquel l'ensemble des parts A a été libéré (droits d'entrée exclus).

Les rachats anticipés ou à la dissolution du Fonds sont effectués exclusivement en numéraire. Ils sont réglés par le Dépositaire dans les meilleurs délais après la date d'arrêté de la valeur liquidative semestrielle applicable à ces rachats.

En tout état de cause, si le Fonds ne dispose pas de liquidités suffisantes, la Société de Gestion disposera d'un délai maximum d'un an pour répondre à toute demande de rachat par le Fonds. Tout investisseur, dont la demande de rachat par le Fonds n'aurait pu être satisfaite dans ce délai d'un an, peut exiger la liquidation du Fonds par la Société de Gestion.

Aucune demande de rachat par le Fonds ne sera recevable après la dissolution du Fonds pendant la période de liquidation de l'actif.

La société de gestion dispose de la possibilité d'effectuer des rachats partiels ou totaux de parts à son initiative et en informera les porteurs par la voie de sa lettre d'information ou sur son site internet.

5 - Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative

La valeur liquidative des parts A et B sera déterminée en vue de sa publication par la Société de gestion, le 30 juin et le 31 décembre de chaque année.

6 - Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative

La valeur liquidative des parts A sera publiée dans la lettre d'information aux porteurs.

7 - Date de clôture de l'exercice

La durée de chaque exercice comptable sera d'un an, du 1er janvier au 31 décembre. Par exception, le premier exercice comptable débutera le jour de la constitution du Fonds et se terminera le 31 décembre 2010.

Informations complémentaires

1 - Indication

Certains documents peuvent être adressés sur demande écrite au porteur de parts ou au public. Au moment de la souscription, il est précisé les modalités d'obtention du prospectus complet comprenant la notice d'information et le règlement ainsi que du dernier rapport annuel.

Ces éléments peuvent être tenus à disposition du public sur un site électronique ou, à défaut, doivent être adressés sur simple demande écrite.

Le prospectus complet comprenant la notice d'information et le règlement, le dernier rapport annuel et la dernière composition de l'actif semestrielle du fonds doivent être disponibles sur simple demande écrite du porteur, dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande. Sur option du porteur, ces documents doivent pouvoir lui être adressés sous forme électronique.

2- Date de création : Ce FIP a été agréé par l'Autorité des marchés financiers le 26 février 2010.

3- Date de publication de la notice d'information : 16 mars 2010

4- Avertissement final : La notice d'information doit être remise préalablement aux souscripteurs.